



Assez d'inflation !

Nous devons imposer l'augmentation générale des salaires !

Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers-énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout. Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit. Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas.

C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets. Ces politiciens bourgeois prennent la température, car

l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- 400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;
- pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;
- lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

Éditorial du NPA du 2 octobre 2023



Jeux olympiques 2024 : pari gagnant ?

Dans les transports (et ailleurs !), la liste des problèmes auxquels nous sommes confrontés est toujours aussi longue. Partout, l'offre est réduite pour les voyageurs, les salaires sont trop bas et les embauches ne suffisent pas ! Nous avons déjà le rapport de force en notre faveur, alors pourquoi attendre ? Les patrons, eux, n'ont pas attendu les JO pour nous donner des coups !

Punaises de lit, punaises de bureau.

Et la Régie prévoit... rien du tout. Amiante, pollution aux particules fines, punaises de lit, rien du tout. Pendant que les punaises de lit nous piquent dans les draps, les punaises de bureau nous piquent dans les poches... Pour tous les parasites et les punaises comme les Castex, un seul Baygon : la révolution !

Déménagement à Vaugirard.

Toujours aucune compensation en vue pour l'atelier de Saint-Fargeau qui déménage. Par contre, on a un nouveau chef, expert en travail à la chaîne. On voulait de l'oseille, on va avoir du boulot jusqu'à bouffer les pissenlits par la racine.

Amiante, ne passez pas à la fibre !

Ici des plaques de fibrociment fracturées, là des bobines éclatées. La Régie c'est Cancerdelaplèverland ! Le seul moment où la boîte fait semblant de s'en inquiéter, c'est quand les trains sont envoyés à la casse. On va être synchro pour le cimetière. Blague à part, l'attitude de la boîte est proprement autant déguélasse et dangereuse qu'attendue. Dans tous nos ateliers faisons comme à St-Fargeau sur la ligne 3, quand il y a un risque de contamination, même infime : débrayons !

Bienvenue à la RATP !

Depuis le 1er septembre, les embauchés ont droit à un cadeau de bienvenue : la fin de l'embauche au statut. Ils auront la chance de trimer jusqu'à 64 ans si ce n'est plus, le temps de cotiser suffisamment. Et de partir à la retraite avec des pensions diminuées par le calcul sur les 25 dernières années.

Pour les nouveaux embauchés machinistes, les cadeaux ont commencé dès le 1er janvier : 300 euros de moins sur la paye : ils ont eu droit comme tout le monde aux heures de boulot en plus, mais pas à la pseudo carotte qui allait avec.

Pour remercier en retour la direction et Macron qui organisent ces divisions, il ne nous reste qu'à lutter côte à côte, quels que soient notre régime de retraite et notre ancienneté.

Nouvelle augmentation du Navigo, meilleures conditions de transport ?

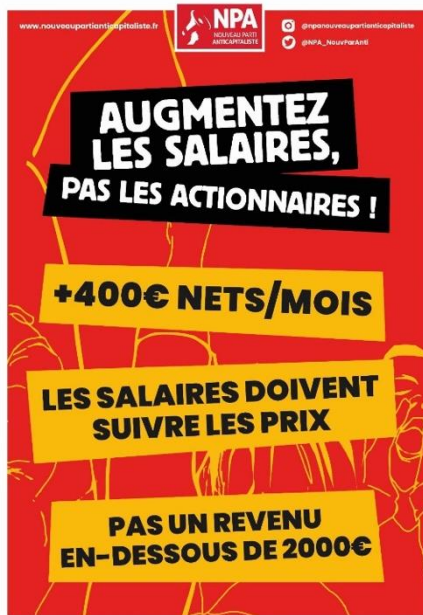
Si seulement ! Jean Castex et Valérie Pécresse se sont mis d'accord pour une nouvelle augmentation des tarifs de la RATP. De nouvelles lignes de métros sont prévues et d'autres rallongées, mais les usagers qui sont dans leur grande majorité (près de 90% !) des travailleurs se rendant au... travail, n'ont pas, eux, vu leurs salaires augmenter, bien au contraire ! Tant qu'on prendra les transports pour aller bosser, c'est au patron de tout payer.

« A Versailles, ça coule à flots, à Mayotte, on manque d'eau »

C'est ce qu'a écrit une des manifestantes mercredi 27 septembre contre la pénurie d'eau qui frappe l'île de l'océan Indien. Les Mahorais qui protestent à l'appel de « Mayotte a soif » sont conscients que le problème n'est pas seulement un déficit de précipitation. Leur manifestation s'est acheminée vers la Mahoraise des eaux qui relève du groupe Vinci. L'usine de dessalement qu'elle gère ne produit qu'un tiers des volumes promis lors de sa construction en 2018, et un tiers de l'eau du réseau d'eau théoriquement potable est perdu par les fuites.

Méditerranée : plus de 2 500 migrants disparus ou morts, l'Union européenne se barricade

Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) plus de 2 500 migrants sont morts ou ont été portés disparus depuis le début de l'année 2023, en tentant de traverser la mer Méditerranée pour rejoindre l'Europe, soit 50 % de victimes en plus par rapport à l'année dernière (1 680 personnes en 2022 à la même période). Une réalité à laquelle reste sourde l'Union européenne, dont neuf dirigeants, réunis à Malte, finalisent un pacte migratoire plus répressif à l'égard des exilés. Il prévoit notamment une intensification des contrôles européens en mer, mais aussi un régime dérogatoire moins favorable aux demandeurs d'asile que les procédures habituelles et prolonge par ailleurs la durée possible de détention d'un migrant aux frontières extérieures de l'UE. De l'air, ouvrons les frontières !



Retrouvez Révolutionnaires auprès de tous nos militants !

Nous serons en grève et en manifestation vendredi 13 octobre pour imposer nos revendications : des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail.

